

à la Grande-Bretagne, depuis qu'elle possède les Indes, il lui importe plus que jamais aujourd'hui, qu'aucune puissance redoutable ne vienne à s'établir à Constantinople, dans les montagnes d'Arménie, en Syrie ou en Perse. La Turquie elle-même, si, par ses propres moyens ou avec le concours d'une nation européenne, elle mettait en ligne une force militaire imposante, pourrait, à un moment donné, incarner, pour la puissance maîtresse de l'Egypte, du canal de Suez et des routes de l'Inde, le péril qu'elle redoute. Ces vérités d'ordre géographique et historique expliquent en très grande partie l'évolution de la question d'Orient ; elles rendent compte de faits en apparence contradictoires ; elles sont la clé sans le secours de laquelle le jeu de la politique européenne en Orient reste inintelligible.

Il n'est pas besoin d'expliquer longuement comment la Russie, dans ses efforts pour sortir de sa prison continentale, se heurte fatalement aux intérêts anglais. Tant qu'elle existera comme grande puissance, la Russie cherchera à trouver, sur les libres océans, la respiration maritime dont elle a besoin et les limites naturelles qui lui font défaut au milieu de l'infini déroulement de ses grandes plaines. Les Anglais pensent que, si elle dominait à Constantinople, en Arménie, en Perse, en Afganistan, la Russie menacerait les routes de l'Inde : c'est ce péril que l'imagination populaire traduit quand elle se représente les cosaques s'élançant, du haut des monts, à la conquête de l'Hindoustan. L'antagonisme, entre la poussée russe et l'expansion anglaise, a paru, jusqu'à ces derniers temps, irréductible ; l'Angleterre ne saurait renoncer aux routes de l'Inde à moins d'abdiquer son Empire ; la Russie, tant qu'elle sera la Russie, c'est-à-dire tant qu'elle gardera, avec son unité, la cons-